Du global au local et du groupe à l'individu : Approche de la diversité rom en milieu urbain, l'exemple de Buzau

Samuel Delépine

► To cite this version:

Samuel Delépine. Du global au local et du groupe à l'individu : Approche de la diversité rom en milieu urbain, l'exemple de Buzau. Etudes Tsiganes, 2009, 38 (2), pp.108-121. 10.3917/tsig.038.0108 . hal-03337730

HAL Id: hal-03337730

<https://univ-angers.hal.science/hal-03337730>

Submitted on 8 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DU GLOBAL AU LOCAL ET DU GROUPE A L'INDIVIDU

Approche de la diversité rom en milieu urbain, l'exemple de Buzau

Samuel Delépine

FNASAT | *Etudes Tsiganes*

2009/2 - n° 38
pages 108 à 121

ISSN 0014-2247

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-tsiganes-2009-2-page-108.htm>

Pour citer cet article :

Delépine Samuel, « Du global au local et du groupe a l'individu » Approche de la diversité rom en milieu urbain, l'exemple de Buzau,
Etudes Tsiganes, 2009/2 n° 38, p. 108-121. DOI : 10.3917/tsig.038.0108

Distribution électronique Cairn.info pour FNASAT.

© FNASAT. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DU GLOBAL AU LOCAL ET DU GROUPE A L'INDIVIDU

APPROCHE DE LA DIVERSITE ROM EN MILIEU URBAIN, L'EXEMPLE DE BUZAU

{ Samuel Delépine *

*

Géographe,
Maître de
Conférences,
Université
d'Angers.

Aujourd'hui, les Roms sont connus pour être la minorité européenne la plus défavorisée à tous les niveaux de la vie en société ce qui, au regard de nombreux indicateurs (logement, santé, emploi et scolarisation) est parfaitement justifié.

Cet état de fait général est inquiétant, toutefois il ignore certaines réalités locales essentielles et le quotidien de nombreux individus. La connaissance de la diversité locale est pourtant indispensable à la réalisation de l'objectif, soutenu par les institutions européennes, de l'amélioration des conditions de vie des Roms en général. Paradoxalement, l'émergence positive de cette question a parfois pour conséquence de ne pas prendre en compte la grande diversité des Roms et notamment en Roumanie. Ceci entre autre parce que l'approche globale du problème considère l'ensemble des Tsiganes comme une minorité transnationale, ce que nous remettons en cause. Nous proposons de décliner différentes échelles d'analyse afin de déterminer comment les représentations de la « thématique tsigane » varient selon ces échelles et rendent difficile et imparfaite une lecture globale. L'exemple de la ville de Buzău montrera la complexité locale et insistera sur l'absence de politiques urbaines à l'égard des espaces en difficulté.

L'échelle européenne : remise en cause du concept de minorité transnationale pour les Roms

Il est difficile de parler des Tsiganes en général. C'est la diversité souvent déroutante des groupes et des familles qui les caractérise en premier lieu. Pourtant l'idée, certes séduisante, d'une minorité transnationale unie est souvent avancée pour définir les Tsiganes. On comprend aisément la tentation d'appliquer ce concept à une population répartie sur la quasi totalité du continent européen. Néanmoins cette répartition ne suppose pas le transnationalisme, concept que j'ai moi même utilisé par le passé en pensant faire référence à cette répartition internationale des Roms.

On ne saurait donc qualifier les Tsiganes de minorité transnationale,

et ce pour deux raisons. La première est que le transnationalisme est caractérisé par la mise en place de réseaux de toutes sortes, souvent économiques, entre un groupe de migrants et son territoire national d'origine. Ce concept est défini comme « *une construction de champs sociaux dans laquelle les migrants créent un lien – imaginaire ou réel – entre leur pays d'origine et leur société d'accueil* » (Fibbi & D'Amato, 2008). Ces mêmes auteurs reprennent les écrits de Portes et ajoutent que le transnationalisme se caractérise par « *la construction de liens économiques, sociaux, identitaires et politiques entre différents Etats-nations* ». Cette notion implique donc un débordement au-delà du cadre national, en général facilité par la migration, et le maintien de liens avec le territoire d'émigration. Il met en avant les frontières nationales de ce territoire. Or, si la question de la nation pour les Tsiganes peut-être posée et fait débat aujourd'hui, elle ne l'est pas en référence à un territoire commun originel qui délimiterait la nation tsigane¹. Aussi, la grande majorité des Tsiganes européens n'est pas migrante. C'est donc parmi les Tsiganes eux mêmes qu'un groupe pourrait constituer une minorité transnationale en admettant que les Tsiganes constituent une nation à part entière. Les Roms roumains par exemple, dans leur pratique et les liens qu'ils conservent ou tissent depuis l'Espagne ou l'Italie avec la Roumanie, pourraient correspondre à la définition. Et encore, dans ce cas, n'entreraient-ils pas dans le cadre des transnationaux roumains tout simplement ?

La seconde raison, plus simple, est la division des Tsiganes en groupes distincts. Le Manouche du val de Loire, le Rom bulgare des bords de la Mer Noire ou le Gitan andalou ont d'indiscutables traits communs, notamment dans leurs rapports avec la société englobante des *Gadjé*. Malheureusement, ils ont aussi pour caractéristique commune d'être souvent confrontés au rejet et à des pratiques discriminatoires, quel que soit leur lieu de vie. Mais les trois groupes cités ci-dessus ont aussi des différences notables. L'Histoire et leur localisation géographique dans des contextes socio-économiques et culturels différents ont donné à ces groupes des identités et des sentiments d'appartenance divers. Enfin, les liens que pourraient avoir ces groupes entre eux sont presque inexistants. La méconnaissance est grande et la solidarité entre groupes tsiganes est souvent toute relative. Le regard parfois hostile de certains Voyageurs en France à l'égard des Roms migrants venus d'Europe centrale et orientale en est l'illustration.

Plus simplement, la répartition continentale des Tsiganes permet de les considérer globalement comme une minorité européenne. En effet, le constat de la répartition ne suppose pas un système complexe de relations. Les institutions européennes ont conscience des

¹ L'Inde est le territoire d'origine mais pas le territoire de la « nation tsigane ».

2 Conseil de l'Union Européenne.
Conclusions du Conseil sur l'intégration des Roms.
 2947ème session du Conseil.
 Luxembourg,
 8 juin 2009.

enjeux pour les Tsiganes d'Europe. Le 8 juin 2009, le Conseil de l'Union Européenne a exhorté les états membres à respecter les principes fondamentaux communs de respect des droits de l'Homme et de non discrimination². Car, plus que d'autres critères, le constat de la précarisation croissante des Tsiganes inquiète et il permet par ailleurs l'entretien du stéréotype bien connu du peuple pauvre par nature. Ce cliché se mêle à ceux de la simplicité ou de la liberté comme art de vivre et qui aurait comme revendication le fait de vivre pauvrement.

Ce texte ne fait qu'évoquer le sujet des représentations mais celui-ci constitue probablement le défi le plus important à relever dans la perspective d'une évolution positive de la situation des Tsiganes. Ces représentations, souvent négatives, sont telles que l'approche sociale par exemple, entre un groupe rom, yéniche, gitan ou autre va comporter de très nombreux points communs. Au-delà des caractéristiques culturelles communes (rapports aux *Gadjé*), le travailleur social sera confronté à des représentations, des freins et des discriminations identiques concernant des populations pourtant différentes. Nous venons volontairement de citer des groupes bien définis et dont les différences sont connues mais dans l'exemple que nous présenterons ci-après, dans la ville roumaine de Buzău, nous montrerons que les problématiques varient selon les lieux et les individus, alors même que tous sont des Roms.

L'échelle nationale : la grande diversité des groupes roms en Roumanie

La liste d'une cinquantaine de groupes de Roms roumains établie selon les métiers traditionnels est certainement désuète mais conserve une utilité. Elle renvoie au processus de sédentarisation des Roms commencé dès l'esclavage en Valachie et en Moldavie. Elle nous montre également comment, malgré une grande variété de savoir-faire, les Roms ont été confinés dans certaines tâches. On distingue entre autres les *căldărari* (chaudronniers), les *lingurari* (fabricants de cuillers), les *ursari* (moniteurs d'ours), les *argintari* (argentiers), les célèbres *lăutari*, etc. L'attachement à ces groupes est encore sensible et ce même si l'activité d'origine n'est plus pratiquée. Enfin, cette liste permet de nommer chaque groupe et c'est là un avantage certain. Toutefois, elle rend peu compte des caractéristiques réelles des groupes quand l'activité traditionnelle n'existe plus, et exprimer la diversité devient alors plus complexe. On peut se servir du nom du lieu occupé par le groupe (ex : les Roms du quartier untel ou du village untel qui renvoie à une certaine activité ou sit-

uation sociale). Mais du point de vue social il est difficile de faire des distinctions du type : les groupes roms aux bonnes conditions de vie, les groupes roms aux conditions de vie moyennes, les groupes plutôt bien insérés, etc. Et pourtant, ces différences selon les lieux et les groupes, entre les niveaux de ressources, la qualité de l'habitat, l'accès aux soins, à la scolarisation ou à l'emploi sont des facteurs essentiels de la division des groupes roms au même titre qu'ils divisent l'ensemble des individus appartenant à une société donnée. Les individus et les familles vivent des quotidiens forts différents en fonction de ces facteurs et pourtant aujourd'hui c'est toujours par leur origine « rom » que ces gens seront définis et réunis dans une seule et même entité, liée à l'appartenance ethnique.

Ajoutons enfin dans ces facteurs de division que la distinction entre milieu urbain et rural est importante pour les Roms, au même titre que pour le reste de la population roumaine.

La Roumanie fut tenue de respecter les critères de Copenhague pour adhérer à l'Union Européenne en 2007 et la question des Roms fut alors très présente. A cette époque, les programmes d'amélioration des conditions de vie des Roms se sont multipliés et la discrimination condamnée en plus haut lieu. L'impact des pressions européennes fut positif sur ce point mais après deux années on peut s'interroger sur les effets de terrains issus des bonnes intentions.

L'échelle locale : Ignorance réelle ou stratégique de la diversité des groupes roms

L'exemple de la ville de Buzău

A l'échelon local, les différences entre groupes ou entre familles sont visibles sur le terrain. Ceci est remarquable en milieu urbain, espace support de notre étude.

Afin d'illustrer ces propos nous prenons l'exemple de la ville de Buzău et de son grand et célèbre quartier tsigane nommé Simileasca³. Ce quartier d'environ 9000 habitants est assez représentatif des situations vécues par les Roms dans les villes roumaines, si l'on exclue les ghettos urbains d'habitat collectif des grandes métropoles et en particulier de Bucarest.

Quelques données générales

La ville de Buzău se situe à l'Est du pays, à une centaine de kilomètres au nord de Bucarest, à la limite entre Valachie et Mol-

3 Cet exemple a été développé dans l'ouvrage *Quartiers Tsiganes. Réflexions sur l'habitat et le logement des Roms de Roumanie*, 2007, Collection « Aujourd'hui l'Europe », L'Harmattan.

4 « Ville de Tsiganes »
 5 Il en est question sur un document daté du 15 juin 1499 rédigé par Radu le Grand.
 6 Terme d'origine turc signifiant autrefois « quartier » et utilisé aujourd'hui pour désigner les faubourgs populaires et périphériques, notamment tsiganes. NDLR
 7 Nos enquêtes dans les villes de Bucarest, Timișoara et Buzău (2000 – 2007) nous amènent pour chaque ville à des estimations du nombre de Roms trois fois supérieures aux chiffres du recensement de 2002.

davie, au pied des Carpates. Elle compte 135 000 habitants et, comme de nombreuses villes de l'est des Carpates, elle fut l'objet de la politique de systématisation qui a pour résultat le plus visible l'hégémonie de l'habitat collectif. A l'image d'autres villes moyennes d'Europe centrale et orientale, sa mutation économique est très lente. Buzău est surtout connue pour ses Roms et est souvent considérée très péjorativement dans le pays comme une « oraș de țigani »⁴.

Les familles roms qui vivent en centre-ville sont peu nombreuses. Quelques unes squattent ce qui reste de l'habitat ancien et sont particulièrement visibles. D'autres, plus discrètes, se fondent dans la population majoritaire en ayant, dans la plupart des cas, quitté leur quartier d'origine pour affirmer leur réussite sociale et leur insertion économique par une insertion géographique dans des espaces privilégiés.

Mais la majorité des Roms vit sur des espaces de regroupement en périphérie de la ville. Le quartier Poșta est mixte avec une partie très « tsigane », le quartier Mihai Viteazul héberge également de nombreux Roms mais c'est dans le quartier Simileasca que la présence tsigane est la plus importante. Elle remonte à 1522⁵, quand l'épiscopat de la ville de Buzău asservit des Roms sédentarisés sur ce qui deviendra le village de Simileasca. Ce village devient un quartier à part entière de la ville en 1966. Cette *mahala*⁶ tsigane ne s'est jamais déplacée, malgré les différentes phases d'urbanisation. La présence des familles tsiganes y est donc très ancienne.

En 2002, 5500 Roms se sont déclarés en tant que tels à Buzău, lors du recensement de la population. Ce chiffre est au moins un tiers inférieur à la réalité et il correspond au taux national de non revendication de leur identité ethnique par de nombreux Roms⁷.

Du point de vue socioéconomique, les situations varient selon les groupes ainsi que nous allons le montrer dans le chapitre suivant. Une étude de l'Agence Nationale pour le Placement des Travailleurs datant de 2008 révèle que 39% des Roms de Buzău sont au chômage, que les femmes sont les plus largement touchées par ce phénomène et que 54% ont des activités jugées précaires (récupération de métaux, commerce ambulants, métiers traditionnels). Seulement 7% des Roms ont des emplois contractualisés dans les domaines privés ou publics.

Ces données générales indiquent malheureusement sans surprise les difficultés de la minorité rom de cette ville. Nous voulons montrer que l'application de solutions pour l'emploi, la scolarisation ou le logement ne doit toutefois pas ignorer la diversité locale entre groupes roms.

Le constat de la diversité

Ainsi que le montre la carte (page 118), le grand quartier Simileasca n'est pas homogène du point de vue de la population. D'une part il n'est pas uniquement habité par des Roms et d'autre part des groupes roms différents s'y distinguent. Ainsi, dans la zone historique Simileasca, qui donne son nom à l'ensemble, les familles présentes sont installées depuis des siècles sur le site. Le quartier a conservé un aspect rural et est dénué d'habitat collectif. Les Roms de cette ancienne mahala ont une insertion locale assez marquée. Elle s'exprime principalement par des activités commerciales sur les marchés du centre-ville (place centrale et bazars) dont la quasi totalité des échoppes sont tenues par des Roms. Le chômage touche moins les Roms de cette zone et ceci est visible en terme de qualité de vie, même s'il faut rester très nuancé. Disons que l'habitat est de qualité correct et que la plupart des habitants sont propriétaires de leur maison, à l'exception de quelques baraquements venus se greffer autour de l'habitat ancien. L'activité est visible, on voit de nombreux véhicules et des enseignes commerciales internes au quartier.

ci-contre : L'ancienne mahala Simileasca. L'habitat correct témoigne de conditions socioéconomiques convenables pour la majorité des habitants. La multiplication d'enseignes commerciales également.

Clichés : Samuel Delépine 2009

8 « Chef »
tsigane censé
représenter son
groupe auprès
des institutions
des *Gadjé*.

La vie associative et politique des Roms de la ville est le fait de leaders issus de cette partie du quartier. Les leaders politiques locaux ont presque tous déserté le quartier suite à leur réussite politico-financière... Ceux qui sont restés construisent d'immenses maisons et affichent une réussite tout à fait caricaturale des représentations sur la corruption et autres manœuvres douteuses facilitées par le pouvoir. Les organisations roms non gouvernementales telles que l'Association des Roms de Buzău ou Deuxième Chance ont leur siège social dans cette partie du quartier. Elles font directement le lien avec les autorités municipales et rejettent toute relation avec le Parti des Roms. Elles obtiennent au coup par coup quelques succès (peinture des passages piétons) mais les grands chantiers ne s'ouvrent pas. La rénovation de l'école 14, dite « l'école des Tsiganes », son équipement en matériel informatique ont été effectués par l'ONG « Open Society » du milliardaire George Soros.

Ce groupe rom historique de la *mahala* s'est scindé en deux. Nous venons de décrire le premier groupe, le second a continué l'activité traditionnelle de fabrication de briques. Ces *caramidari* (briquettiers) occupent l'actuel site de Chimica, derrière une importante zone industrielle. Ceux de la zone Simileasca les qualifient de « Roms traditionnels » parce qu'ils ont conservé un mode de vie traditionnel visible par les tenues vestimentaires, par la présence d'un *bulibash*⁸ et par le maintien de la production de briques selon un mode artisanal, qui fait désormais très peu recette.

Ci-contre : l'aleea Gradinilor, proche du quartier Chimica. 40 familles, une seule adresse et pas d'eau courante.

Ci-dessous : Le quartier Chimica

Clichés : Samuel Delépine. 2009

Les Roms de Chimica vivent aujourd'hui dans des conditions très précaires. Ils ne fréquentent pas les Roms de la zone précédemment décrite qui, eux, s'affichent en tant que « Roms roumanisés » et reprennent à l'égard de ceux de Chimica les clichés attribués à l'ensemble des Tsiganes par les populations majoritaires : manque d'éducation, manque d'hygiène, auto marginalisation... Il semble important de se démarquer de l'image traditionnelle du Rom lorsqu'on aspire à une insertion professionnelle reconnue. Cela va parfois jusqu'au reniement de son identité rom ou, du moins, jusqu'à une plus grande discrétion quant à celle-ci. Les rapports entre ces deux groupes sont donc essentiellement basés sur les représentations extérieures qui, même lorsqu'il s'agit des pires clichés, influencent les comportements des uns et des autres.

Enfin, le troisième groupe présent dans le grand quartier Simileasca n'a pas l'ancrage historique des deux précédents. Ce sont les Roms de la zone Micro 14 (voir carte). Le quartier Micro 14 est un quartier d'habitat collectif mais la partie occupée par les Roms est extérieure à cet ensemble et forme un carré isolé composé d'anciennes maisons aujourd'hui squattées et de baraquements. Quelques anciennes familles occupent encore de vieilles maisons très délabrées mais l'essentiel de la population rom s'est installée ici après la chute du pouvoir communiste. Venus se greffer aux groupes préexistants dès 1990 avec les espoirs suscités par une mobilité nouvelle et l'espérance d'une accessibilité facile et rapide aux richesses produites par la ville, ces migrants des proches campagnes ont vite déchanté. Toutes les villes de Roumanie et d'Europe centrale et orientale en général recensent ce type d'espaces « bidonvillisés », de formation relativement récente et occupés notamment par des Roms. L'illégalité foncière y est généralisée. Dans les zones périurbaines, ces espaces jouxtent souvent les nouveaux quartiers pavillonnaires des classes moyennes aisées issues de la mutation économique des vingt dernières années. Ceci crée de forts contrastes que certaines municipalités n'hésitent à accentuer par la construction de murs de séparation.

L'exclusion géographique de ce groupe à Buzău a d'abord eu lieu avec les zones les plus proches et notamment avec celles habitées par les autres Roms. L'exclusion sociale et les processus de ghettoïsation furent alors très rapides. Les Roms de la zone Simileasca rejettent ceux de Micro 14 autant que ceux de Chimica et n'ont que très peu de lien avec eux.

L'absence d'unité entre Roms au sein d'un même quartier n'est pas surprenante mais elle ne correspond pas à l'image que le *Gadjo* se fait

des Roms. Prendre en compte cette diversité briserait une perception devenue une caractéristique des Roms. Celle d'un groupe très uni qui s'auto-marginalise par ses pratiques culturelles. La prise de conscience de la diversité n'est donc pas à l'ordre du jour.

Même l'unité religieuse n'est pas de mise. Les Roms sont ici clairement divisés entre orthodoxes et adventistes. Il est vrai que dans beaucoup d'autres villes et quartiers, les religions néo-protestantes ont souvent pris le pas sur l'orthodoxie auprès des populations les plus défavorisées et notamment des Roms.

Les nouvelles mobilités internationales des Roumains, et par con-

Rue principale du quartier Micro 14, espace pauvre où vivent des Roms venus s'installer après 1989. L'insertion sociogéographique souhaitée par ces familles à l'époque n'a pas eu lieu. Cliché : Samuel Delépine. 2009

séquent des Roms, font beaucoup parler à l'ouest de l'Europe mais elles constituent surtout un autre facteur de différenciation sur le territoire d'émigration. Par exemple, le retour de devises a des conséquences visibles (constructions de grandes maisons) sur l'espace de la zone Simileasca pour les Roms qui ont réussi à développer des activités économiques dans le pays d'immigration. Ces conséquences sont faibles à Micro 14 et nulles à Chimica. On ne compte plus les départs vers l'Espagne ou l'Italie depuis la zone Simileasca. Ce sont les Roms les plus aisés qui entreprennent ce type de migration dont l'avenir est incertain, à cause de la crise

économique et de politiques nationales dont la tendance est au durcissement sur les territoires d'immigration.

Une méconnaissance entretenue

C'est un fait, la population roumaine de la ville ne connaît pas ces différences locales entre Roms, au-delà de la distinction visible entre « Roms traditionnels » et « Roms roumanisés ». Elle ne fréquente pas le quartier autrement que pour emprunter l'axe qui mène vers la montagne. Le désintérêt pour les Roms est grand et le maintien de représentations négatives est une barrière que nulle n'a la volonté de franchir tant elle met chacun à sa place. La « place des Roms », selon le discours majoritaire, se situe dans des quartiers marginalisés où ils se satisfont de vivre ensemble dans des conditions précaires conformes à leur mode de vie.

En revanche, les pouvoirs publics locaux connaissent parfaitement cette diversité. La reconnaître les obligerait à envisager des solutions d'insertion, en admettant que ceci constitue un objectif, différentes pour chaque groupe. Globalement, et c'est le cas dans de nombreuses villes de Roumanie, ceci n'est pas envisagé car ces espaces ont une utilité en l'état pour les autorités locales.

Tout d'abord l'image du grand quartier tsigane homogène est maintenue et favorise les clichés sur la volonté des Roms de conserver un entre soi qui implique l'intégralité d'un groupe. Ceci favorise l'isolement et cette répartition géographique bien définie est jugée rassurante. Ensuite, l'inaction de la mairie est justifiée par l'absence d'acte de propriété d'une majorité des habitants. Le maintien des groupes les plus pauvres sur site devient alors quasiment un acte de tolérance de la part des autorités. De plus cette illégalité foncière entretenue permettra une expulsion sans contrainte du point de vue juridique si un grand projet urbain, comme l'installation d'une enseigne commerciale importante, voit le jour.

On constate donc que l'image globale du quartier, peu reluisante, n'est pas destinée à être changée, ce qui au premier abord peut sembler paradoxal en terme d'image pour la ville. Enfin, les Roms représentent un électorat important et les promesses sans cesse renouvelées ajoutées à de menues opérations stratégiques fonctionnent auprès de populations en difficulté et notamment quand l'argument du maintien assuré sur le site est brandi. Le respect de l'institution est fort et les leaders roms locaux que j'ai pu accompagner à plusieurs reprises en mairie sont contraints d'accepter les refus du maire qui n'hésite pas à avancer la possibilité d'en finir avec le bazar du centre-ville qui fait vivre de nombreux Roms.

9 Pour plus de détails cf. le site du Conseil de l'Europe : www.coe.int

Des mouvements de protestations des Roms à l'encontre des autorités, comme ceux de Sliven ou de Plovdiv⁹ en Bulgarie, ne sont pas à l'ordre du jour à Buzău. Là comme dans beaucoup d'autres villes, les autorités locales tiennent les Roms « grâce » à l'illégalité foncière et au laxisme apparent sur certaines pratiques.

EXEMPLE DE LA DIVERSITÉ LOCALE DES GROUPES ROMS EN ROUMANIE LE QUARTIER SIMILEASCA A BUZĂU

À la recherche de politiques urbaines et d'aménagement pour les espaces urbains marginalisés

Evidemment, l'action à mener auprès des populations tsiganes ne peut poursuivre les mêmes objectifs selon les échelles d'intervention. La globalisation de la thématique tsigane par les institutions européennes est logique et bénéfique en terme d'éclairage.

Nos interrogations portent sur les effets paradoxalement négatifs que peut avoir cette prise de conscience globale sur le terrain, à l'échelon local. Nous venons de mettre en évidence le frein que peut représenter la méconnaissance des situations locales. Il faudrait, pour parfaire la réflexion, posséder davantage d'éléments sur la mise en relation entre les institutions supranationales et les institutions locales, via les financements directement alloués à la promotion des Roms. Une telle évaluation mérite de plus amples investigations. En Roumanie, le récent Ministère du Développement Régional et du Logement porte une attention particulière aux espaces urbains marginalisés et par conséquent à ceux occupés par les Roms. Des rencontres régulières avec les leaders associatifs roms ont lieu pour des projets de restructuration de l'habitat ou de relogement. La politique du logement social prime, l'accès à l'habitat social est considéré comme « la solution »¹⁰. À l'évidence celle-ci peut être satisfaisante pour de nombreuses familles mais elle ne l'est pour d'autres. Là encore, le fait de considérer les Roms comme un tout à des conséquences négatives. Certaines familles relogées dans du logement social collectif n'ont pu s'adapter et c'est le cliché sur l'ensemble d'une population par nature « ingérable » qui resurgit.

Pourtant, les initiatives de ce ministère, dont l'essentiel des fonds vient de l'Union Européenne, constituent une grande première dans la prise en charge de ces espaces urbains et notamment à l'échelon national. Néanmoins, le constat de l'abandon des quartiers tels que celui que nous avons décrits par les politiques publiques reste de mise, même si l'amélioration des conditions de vie des Roms constitue un élément de dossier favorisant indiscutablement l'obtention de Fonds Structurels Européens.

La ville de Buzău a finalisé au 31 mars 2009 un dossier pour l'obtention de 15 millions d'euros de fonds structurels, destinés au réaménagement de plusieurs quartiers de la ville, dont Simileasca. Les effets seront-ils remarquables ? Retenons aujourd'hui comme élément positif une certaine évolution, même si l'impression d'une double vitesse entre l'échelle supranationale, qui s'empare du sujet à grands coups de recommandations, et l'échelle locale, où le temps semble figé, s'impose.

10 En 2008, le premier ministre roumain a signé la recommandation pour le programme pilote « Logement Social pour les communautés roms »

Bibliographie

Conseil de l'Union Européenne. *Conclusions du Conseil sur l'intégration des Roms*. 2947ème session du Conseil. Luxembourg. 8 juin 2009.

DELEPINE, S. (2007). *Quartiers Tsiganes. Réflexions sur l'habitat et le logement des Roms de Roumanie*. Collection « Aujourd'hui l'Europe ». L'Harmattan.

FIBBI, R et D'AMATO, G. (2008). *Transnationalisme des migrants en Europe : une preuve par les faits*. Revue Européennes des Migrations Internationales. Vol. 24, n°2.

REYNIERS, A. (1998). *Tsigane, heureux si tu es libre !* Editions UNESCO.